

PROVINCE DU NORD-OUEST

SECRETARIAT PARTICULIER

N° /L/E/CG.30/SP

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

BAMENDA, le

LE GOUVERNEUR,

A

MONSIEUR LE MINISTRE D'ETAT CHARGE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION A YAOUNDE.

Objet: *Effervescence au sein de la Communauté
Fulani/Mbororo du Nord-Ouest.*

Après un premier séjour d'environ trois semaines dans la Province aux fins de mener des investigations sur un litige foncier qui opposerait l'homme d'affaires ELH. BABA AHMADOU DAN PULLO, membre du CC/RDPC à certains éleveurs MBororo, la commission d'enquête interministérielle conduite par l'Inspecteur général du Ministère de la Justice est de nouveau dans la Province depuis le 25 Septembre 2003; Au cours de la visite de courtoisie à moi rendu le 29 Septembre. 2003, les 07 membres de ladite commission m'ont déclaré qu'après une première phase consacrée à diverses auditions des plaignants, ils sont revenus pour une deuxième phase consacrée à des descentes sur le terrain et disposent d'un mois pour déposer leur rapport final.

Il convient de relever que la présence de cette mission avait en son temps suscité des levers de boucliers au sein de la communauté Fulani/Mboro de la Province qui se trouve en ce moment divisée entre «pro et anti-BABA», à savoir d'un côté, les Ardos regroupés au sein d'une association dénommée «NOWAU», et de l'autre, l'association «MBOSCUDA». Tout récemment, cette dernière a même servi une citation directe contre le journal «The Enquirer» et les sieurs Mallam Mamuda Sabga et Fokum Emmanuel, pour diffamation, en réclamant des dommages et intérêts de montant CFA 4.000.000.

Le problème réel à mon avis se pose à deux niveaux:

- un litige foncier;
- un problème de sécurité.

S'agissant du premier niveau, il résulte de nos recherches que la «société Elba Ranch Ndawara» dispose du titre foncier n°.140/Menchum sur une parcelle de terrain de 4.726 ha 10 a 35 ca et d'une concession provisoire attribuée par Décret n°. 89/351 du 02 Mars 1989 sur une parcelle

de 1335 ha 98 a 55 ca pour la conduite d'un projet agro-pastoral. La communauté Mbororo trouve par là que ELH BABA s'est accaparé de la plus grande partie des pâturages, les rendant ainsi à l'étroit, et ceci, avec la complicité des Autorités Administratives et des responsables techniques du Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat ?!

La question qui se pose ici est celle de savoir si les plaignants avaient fait opposition, sinon pourquoi ne le font-ils que maintenant ?

Sur le problème de sécurité, il nous revient que des jeunes Mbororo originaires la plupart du temps du village de Sabga, perpétraient des actes de vol du bétail appartenant à ELH. BABA; certains auraient même tenté de porter atteinte récemment à l'intégrité physique de ce dernier qui a saisi la justice, laquelle aurait prononcé de lourdes condamnations à l'encontre des délinquants identifiés comme tels. Face à cela, la communauté Mbororo crie au scandale, dénonçant encore une fois la complicité ou le laxisme des autorités administratives et judiciaires, et des responsables des Forces de maintien de l'Ordre qui n'agiraient que pour satisfaire les intérêts personnels de ELH BABA!?

La question qui se pose ici est de savoir si la communauté Mbororo se sentant lésée devra se faire justice ou si ELH BABA n'a pas aussi droit à la protection de sa personne et de ses biens?

En attendant les conclusions de la commission interministérielle, je me permets de constater que le débat semble très passionné. Et j'incline à penser que le retour à la paix durable et la réconciliation entre les deux camps passeraient par un débat ouvert au cours d'une rencontre tripartite:

-ELH Baba et NOWAU

-Lamido de Sabga et MBOSCUDA

-et l'Administration dans toutes ses composantes (autorités administratives et judiciaires, responsables techniques du MINUH, du MINEPIA, du MINAGRI et du MINEF, ainsi que les services de sécurité).

En tout état de cause, tout devra être mis en œuvre pour éviter la marginalisation de la communauté Mbororo que d'aucuns semblent exploiter pour des intérêts inavoués en en faisant carrément un fonds de commerce politique!

Vos hautes instructions m'obligeraient./-

Copies:

- SG/PR
- SG/PM
- MINETAT/JUSTICE.



The image shows an official circular stamp from the Ministry of Urbanism and Housing (MINUH) of Chad. The stamp contains the text 'REPUBLIQUE DU CHAD' at the top, 'LE MINISTRE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT' around the perimeter, and 'N'Djaména' at the bottom. A signature is written over the stamp, and below it, the text 'Administrateur Civil Principal' is printed.